



Cabinet du Président

**DISCOURS DE MONSIEUR LOÏG CHESNAIS-GIRARD, PRÉSIDENT DE LA RÉGION
BRETAGNE AUX ELUS RÉGIONAUX**

Rennes, le 19 décembre 2019

Cher.e.s collègues, bonjour à tous,

Ravi de vous retrouver pour cette troisième session en trois mois. Trois mois, trois sessions, trois mois, trois commissions permanentes, trois mois et d'innombrables commissions, groupes de travail et autres auditions montrent que cette maison travaille, que ce Conseil régional est au quotidien à la tâche pour servir les intérêts des Bretonnes et des Bretons, pour servir l'intérêt de notre Bretagne et que cet hémicycle, qu'il soit à Rennes, à Brest ou ailleurs est bien le lieu de la démocratie, le lieu du débat, le lieu de la décision au service de l'avenir des Bretonnes et des Bretons.

Plutôt qu'un long discours, je vous propose de partager quelques points d'actualité avec vous, quelques mots bien entendu aussi sur nos dossiers de session.

D'abord, nécessairement, je vais commencer par un sondage publié par Le Figaro et Régions Magazine qui révèle l'attachement des français pour leur Région, ainsi que leur souhait d'aller plus loin dans la décentralisation. Visiblement, l'idée que les Régions gagnent en pouvoir et en capacité à faire « imprime » vraiment dans la tête de nos concitoyens, et c'est une bonne chose et en particulier en Bretagne, vous l'aurez remarqué.

Mais ce sondage montre aussi que la bataille de la régionalisation n'est pas gagnée, n'est pas terminée. Il nous faut démontrer encore que les Régions changent la vie, changent la vie positivement dans leurs territoires, changent la vie de leurs concitoyens, et c'est finalement là, ce qu'il faut garder de ce sondage : travailler ensemble pour les Bretonnes et les Bretons, plutôt que finalement de chercher à briller soi-même.

Et, n'en déplaise à une partie de l'hémicycle, la régionalisation, c'est renforcer la République. « Armer » les collectivités locales pour engager les transitions, c'est lutter contre les inégalités. Et je veux dire ici combien les élus régionaux bretons peuvent être fiers d'avoir travaillé sur trois contributions (différenciation, fiscalité, réunification), une quatrième est en cours sur les sujets de la PAC, tout cela nous servira en 2020 dans nos débats, dans nos orientations et aussi dans les débats que nous aurons avec le Gouvernement et les parlementaires.

Deux actualités viennent de démontrer toute l'utilité de l'action régionale :

Tout d'abord, puisque nous sommes au lendemain de l'annonce et de l'installation de MOWI-MHK, dire que nous avons vécu un très beau moment. Martin MEYRIER, Laurence FORTIN, Olivier LE BRAS, mais aussi Dominique RAMARD, ont travaillé d'arrache-pied pour faire en sorte que cette reconstruction à Lampaul-

Guimiliau ait lieu. Vous vous rappelez, les ravages de l'incendie MHK à Landivisiau. Vous vous rappelez le drame Gad dont nous avons tous parlé et que nous avons vécu, pour ceux qui étaient à l'époque dans l'hémicycle, nous avons vécu des moments dramatiques dans ces territoires et ce crash social a été un des plus importants, je parle de Gad, de l'histoire de Bretagne ces dernières années.

L'ambition était de faire en sorte qu'une activité industrielle revienne sur ce territoire, revienne sur le territoire de Gad, revienne aussi à Landivisiau après l'arrêt initial par incendie de l'usine MHK. Aujourd'hui c'est chose faite, c'est chose faite par un travail conjoint entre l'établissement public foncier, merci Dominique RAMARD, entre la SEMBreizh, merci Laurence FORTIN et par l'action résolue de la Région, merci Martin MEYRIER, pour faire en sorte que nous puissions accompagner l'entreprise, la convaincre de rester ici en Bretagne, la convaincre de rester à l'Ouest de la Bretagne et la convaincre de venir s'installer dans l'ancien site de Gad, qui symboliquement était un lieu où nous avons besoin de montrer que nous étions capables de faire revenir une industrie. Une, et bien sûr, dans quelques années j'espère d'autres et cette méthode nous l'avons promis aux salariés, nous l'avons promis au maire, nous l'avons promis aux habitants et aux élus locaux de ces territoires et nous sommes aujourd'hui au rendez-vous. Je pense que nous montrons là notre capacité à agir et cher Olivier LE BRAS, je voudrais dire à cet instant que bien entendu nous avons tous en tête les visages des ouvrières, des ouvriers, les mots qui ont été prononcés à l'époque, les larmes, les difficultés qui ont été entendues, beaucoup de collègues y étaient, je pense à Gwenegan BUIet à d'autres.

Nous avons vécu là des moments fondateurs que nous sommes en train d'intégrer dans nos stratégies et que nous intégrons dans nos stratégies depuis de nombreuses années et dont les premières sorties sont en train d'aboutir. C'était le cas hier encore une fois à Lampaul-Guimiliau.

La mémoire du combat de ces hommes et de ces femmes finalement nous a donné le supplément d'âme qui nous a permis de nous battre tout au long de ces années et j'en suis personnellement très fier. Et l'ensemble de l'équipe, je le sais, est très fière du travail réalisé.

Deuxième sujet symbolique, la fusion d'Aucy et Triskalia, vendredi dernier. Plusieurs collègues de l'hémicycle y étaient et si cette fusion est finalement l'aboutissement de deux Coop qui veulent se rejoindre et se donner de la force au service des 8 000 agriculteurs que ces Coop servent ; c'est aussi quelque part grâce à l'action de cet hémicycle et j'ai envie de dire, finalement, de cet hémicycle tout entier parce que quand il a fallu sauver d'Aucy d'un raid visant à démembrer la structure et à la vendre par appartements, nous avons été au rendez-vous et le vote de mémoire a été unanime. Il a été unanime pour dire que nous devons être présents, d'abord en avances remboursables, le moment où c'était nécessaire puis ensuite en transformant notre avance remboursable en capital, modeste, à la marge, mais qui nous a permis d'être là et qui nous a permis aussi de rappeler régulièrement l'ambition qui est la nôtre. L'ambition qui est la nôtre au service de l'agriculture. L'ambition qui est la nôtre au service des transformations de système. L'exigence qui est la nôtre sur aussi les nécessaires efforts qu'il faut faire dans les pratiques, les pratiques culturelles, les pratiques d'élevage et bien entendu le sujet des phytos qui fait l'objet des débats en toute clarté, en toute transparence avec le nouveau Groupe Eureden et qui nous permet de signer ensemble des ambitions, des chartes, des principes que nous voulons nous appliquer l'un et l'autre.

Et n'oublions pas, ce leader européen a fait le choix d'installer sa maison commune à Quimperlé, la maison commune d'Eureden à Quimperlé. Beau symbole. Dans ce début de session, un site se réinstalle à Lampaul-Guimiliau, un groupe majeur représentant plusieurs milliards d'euros de chiffre d'affaires décide de s'installer avec sa maison commune à Quimperlé, c'est cela la Bretagne. Nous devons veiller à ce qu'encore une fois nos actions se développent partout dans les territoires et que ces signaux-là permettent de continuer à aménager, à développer et à donner de la fierté dans l'ensemble des territoires de Bretagne.

Autre actualité à avoir en tête aujourd'hui, c'est nécessairement le Brexit.

Le Brexit car le résultat des élections en Grande-Bretagne sont clairs. Le référendum a été confirmé. La démocratie a parlé et a arrêté les spéculations, les effets d'annonce, les calculs des uns et des autres. Le Royaume-Uni va sortir de l'Union européenne. On peut le regretter, on peut être déçu des votes mais c'est la démocratie et c'est comme cela. Nous devons maintenant travailler, sortir de l'incertitude pour entrer dans la période de la négociation et de l'accompagnement. C'est le « job » des 27 États et pour notre part, nous avons à continuer le travail qui a été mis en œuvre depuis maintenant près de deux ans pour préparer l'après Brexit. Cela a été fait dans les ports où nous étions au rendez-vous grâce aux travaux que nous avons réalisés pour nos ports de commerce. Nous avons enclenché de nombreuses réunions avec les entreprises qui se rendent compte que finalement commercer avec la Couronne cela va être aujourd'hui de l'export et ça ne fonctionne pas pareil que dans les 27. De nombreuses réunions ont été conduites et il y en aura encore dans les mois et les années

qui viennent. Et nous avons aussi, bien entendu, en tête les enjeux pour nos ports. Au-delà des aménagements pour faire en sorte que les espaces soient préservés ou prévus pour les contrôles douaniers ou les contrôles sanitaires, nous avons besoin d'intégrer le Brexit dans notre stratégie portuaire parce que nous voyons bien que potentiellement nous aurons des concurrences qui seront de l'autre côté de la Manche sur des positionnements qui pourraient être agressifs vis à vis de nos installations industrielles.

Je pense notamment à Brest ou à Lorient mais aussi à nos autres ports. Nous avons besoin là de nous préparer et nous avons besoin de commencer à réfléchir au coup d'après, ou de poursuivre la réflexion que nous avons entamée, d'ailleurs par exemple, en rentrant au conseil de surveillance du port de Saint-Nazaire ce qui nous permet de continuer la réflexion globale sur l'ensemble de la Bretagne au passage, mais au-delà des côtes de la Bretagne à 4 que nous gérons avec cet hémicycle.

Il y a donc des réflexions qui doivent dépasser les limites. Continuer à travailler avec Normandie, continuer à travailler avec Hauts de France, continuer à travailler avec Pays de la Loire et pourquoi pas, regarder comment faire en sorte que les Chantiers de l'Atlantique de Saint-Nazaire débordent plus vers Lorient, Concarneau ou Brest, plutôt que vers l'Italie. Cela peut être un beau sujet. Nous en reparlerons.

Je pense aussi forcément à la Brittany ferries qui est une entreprise emblématique de Bretagne, de par son histoire, de par le fait qu'elle bat pavillon France et qu'elle est aujourd'hui implantée en Bretagne et capable de rayonner bien au-delà de notre région, très largement en Europe. Nous avons là une pépite qu'il convient d'accompagner comme nous l'avons fait sur les montages qui ont été réalisés à chaque navire et de faire en sorte, là aussi, de regarder l'avenir, de regarder l'impact du Brexit sur son fonctionnement, de regarder aussi l'impact des transitions énergétiques notamment, sur ce type d'activité et de regarder les évolutions du tourisme, chère Anne, par rapport à ce type d'activité économique qui, encore une fois, permet de faire vivre de nombreux marins et à terre en Bretagne, de nombreux et nombreuses salariés.

Je pense enfin aux acteurs du tourisme plus largement qui ont commencé eux aussi à préparer leur feuille de route depuis déjà plus de deux ans et je pense enfin aux acteurs de la pêche car bien entendu ce sujet-là, je le redis, est un enjeu majeur. Nous avons à plusieurs reprises exprimé l'inquiétude que nous avons d'une sortie sèche. Ce ne sera pas le cas. Nous savons qu'au 31 janvier, nous rentrerons dans une période de négociation plus longue. Nous avons du temps devant nous et nous espérons bien entendu que les accords commerciaux entre les 27 et le Royaume-Uni permettront de maintenir les eaux ouvertes par des accords commerciaux.

Je redis qu'il est indispensable que la pêche soit intégrée au cœur des négociations commerciales et pas en queue de négociation après l'ensemble des poids lourds européens que pourraient représenter l'aéronautique, le spatial ou la santé. Là où la pêche bretonne, qui représente 50 % de la pêche française, pourrait se retrouver, quelque part, regardée comme un secteur un peu moins stratégique et important que les autres. C'est stratégique, c'est très important pour notre territoire, pour la souveraineté alimentaire et pour l'ensemble des femmes et des hommes qui loin dans les terres travaillent grâce à l'activité de pêche que nous avons dans notre territoire.

Et comme si le risque Brexit ne suffisait pas il convient de regarder les risques issus des débats à l'intérieur de l'Union à 27. Vous le savez, vous avez lu la presse, il y a eu une réunion des 27 ministres dans la nuit de mardi à mercredi qui a conduit à mettre en œuvre des mesures techniques visant à préserver les ressources en cabillaud, et ça c'est très bien, il faut faire en sorte que nous continuions à être à la pointe de nos ambitions sur les TAC et quotas pour respecter justement ces TAC et quotas à partir du moment où ils sont appuyés sur les études scientifiques et mis en œuvre avec les différents process qui ont été validés et qui sont mis en place par la filière pêche bretonne.

Mais lorsque des éléments techniques s'insinuent dans des discussions nocturnes visant à changer des éléments de pêche risquant de mettre à quai 70 à 100 bateaux ; nous avons là un risque majeur pour notre flotte et nous avons de fait l'impérieuse nécessité de réagir, comme nous l'avons fait au cours des 72 dernières heures auprès des parlementaires européens, auprès du ministre de l'Agriculture, auprès de la Commission européenne mais de le faire aussi tous ensemble à l'occasion d'un vœu que je proposerai en fin de session et qui sera transmis aux Présidents de groupe dans la journée de manière à ce que nous puissions interpeller bien entendu la Commission européenne et le Parlement mais aussi le gouvernement, les parlementaires et le Président de la République pour que nous ayons bien en tête que ce risque-là ne doit pas se réaliser. Nous avons cinq mois devant nous, avant la mise en œuvre de la règle funeste qui risque d'abîmer encore une fois notre flotte.

Je vous proposerai aussi un vœu pour dénoncer les intrusions sauvages dans les exploitations agricoles. Je sais que certains me font le reproche d'être trop lisse, de rechercher souvent le consensus ou la réflexion ou le débat par des schémas ou des réflexions longues, sources de délais et de faiblesses. Eh bien, je vous propose de changer de méthode. J'avais répondu positivement à la proposition d'un vœu en commun, cohérent avec la démarche menée à l'Assemblée nationale. Nous l'avions exprimé en fin de session sur l'interpellation d'un collègue Marc LE FUR et j'avais répondu que nous étions là capables de construire un texte commun, avec la promesse d'un travail commun constructif. Et pendant ce travail commun et constructif, un article de presse a surgi. Donc je vous propose aujourd'hui de mettre derrière les « coups de com » et les stratégies perso et finalement d'être efficaces. Je vous proposerai un vœu et je ne doute pas de l'envie de l'hémicycle de soutenir nos agriculteurs. Je n'ai donc aucun doute sur l'issue de ce vote.

Je souhaite aussi dire quelques mots sur la pauvreté. D'abord, parce qu'avec Anne PATAULT et Pierre POULIQUEN nous avons assisté à une réunion de travail avec le délégué interministériel à la lutte contre la pauvreté et que nous avons réaffirmé que la Région Bretagne au regard de ses compétences avait sa place dans le combat contre la pauvreté. Ce sujet reste un sujet majeur de notre société. Nous sommes dans une période où nous parlons performance, croissance et au passage résultats boursiers. Nous oublions souvent de regarder que finalement une partie de notre population reste à quai, en difficulté, voire dans une extrême pauvreté. Et ce n'est pas une part de population qui resterait, comme cela à traiter, collée dans cette situation. Nous secrétons, nous générons, malheureusement, de nouvelles formes de pauvreté dans les villes et dans les campagnes, et il convient de regarder cela avec beaucoup d'attention. Je rappelle que si les maires, si les départements sont aux premières loges sur ce sujet de par leurs compétences, nous avons aussi notre part de responsabilité et notre devoir est de prendre notre part. Prendre notre part avec nos compétences : le travail sur l'orientation, le travail sur la formation, Georgette en parlera. L'ambition qui est la nôtre de rester présent à notre place, au regard des textes, sur l'apprentissage, Georgette pourra vous en parler. L'ambition que nous avons sur l'aménagement du territoire, sur l'accompagnement de la rénovation énergétique des logements avec le travail lourd qui a été effectué, cher Thierry, cher André, et puis, bien sûr, la mobilité ; sans compter toutes les autres actions que nous voulons conduire pour faire en sorte que les hommes et les femmes puissent vivre sur notre territoire, puissent, bien entendu, travailler, puissent se loger mais aussi vivre tout simplement. Vivre tout simplement, c'est aussi la culture, c'est aussi le sport, c'est aussi le plaisir de vivre. Nous avons besoin de nous mobiliser sur l'ensemble de ces sujets et comme le Conseil régional est régulièrement sur des sujets autres, escamotant cet aspect de la société, je me devais de le redire à cet instant devant vous tous.

Pour le reste de nos dossiers de session, sans vouloir mettre plus en avant un dossier qu'un autre, je voudrais vous dire que bien entendu nous aurons les orientations budgétaires. Stéphane PERRIN fera une présentation tout à l'heure, les collègues pourront intervenir chacun dans leurs domaines respectifs. Nous avons là l'ambition de construire notre futur budget en fonction des contraintes qui sont les nôtres, mais aussi en marquant les engagements qui sont les nôtres. Engagements que nous avons exprimés dans le cadre de la Breizh COP : transition environnementale, transition énergétique, transition numérique, l'ambition que nous avons de travailler toujours sur des politiques plus inclusives et d'aménagement de l'ensemble de notre Bretagne.

Nous avons besoin d'avancer, des inflexions sont possibles et seront mises en œuvre, grâce au sérieux de notre gestion. Il faut le dire. Grâce aussi à la vision de long terme que nous avons, que nous avons su mettre en œuvre et à une situation aujourd'hui solide et crédible, comme le montre notre notation.

Chers collègues, vous le savez, le plan pluriannuel d'investissement prévoit de 2016 à 2021, 2,9 milliards d'euros d'investissement sur l'ensemble de la Bretagne. 2,9 milliards d'euros d'investissement, c'est considérable. Ce sont des investissements dans nos lycées, nos 115 lycées, c'est, bien entendu, le financement de la fibre qui est en voie d'accélération importante, c'est le travail sur le rail, le travail sur nos TER, les investissements sur la RN164, les voies navigables, les ponts, les quais, les gares... bref, l'ensemble de ces sujets sur lesquels nous investissons grâce à une vision ordonnée, grâce finalement à quelques schémas et quelques principes, mais c'est plutôt pratique, ça nous permet de tenir la ligne dans le long terme. Il n'y aurait pas de RN164 en dehors des schémas votés et maintenus année après année et des investissements que nous y consacrons.

Sur nos nouvelles orientations en matière d'apprentissage, je souhaite vous dire ici deux choses rapidement. D'abord, nous allons rendre les clés en étant fiers de ce que nous avons fait. Je l'ai redit à la Ministre PENICAUD lorsqu'elle était venue inaugurer un établissement dans le domaine du bâtiment, nous allons rendre les clés avec 20.000 apprentis. C'est un record. Nous avons réalisé un travail considérable et nous nous

sommes motivés jusqu'à la dernière minute sur ce dossier. J'entends, je lis dans la presse régulièrement, des accusations sur des Régions qui profiteraient de l'occasion de la loi et de leur mécontentement sur la loi votée confiant l'apprentissage aux branches professionnelles, que nous en aurions profité pour faire les poches des CFA. Cela n'est pas le cas. Nous avons assumé nos responsabilités jusqu'au bout, nous le ferons jusqu'au 31 décembre et le 2 janvier aux branches d'assumer leurs responsabilités. Mais nous serons là, nous serons là parce que nous souhaitons rester impliqués, nous serons là parce que les branches nous ont demandé de rester à leurs côtés sur la mise en œuvre de conventions d'objectifs et de moyens qui permettent d'articuler bien nos compétences et puis parce que nous voyons bien qu'aujourd'hui la formation professionnelle et l'apprentissage sont extrêmement mêlés, dans beaucoup de cas, et nous avons besoin de continuer à débattre, continuer à discuter avec cette méthode bretonne qui est demandée par nos branches et qui permettra de poursuivre notre action au service de notre jeunesse et au service de toute la Bretagne.

Sur le sujet du Parc Naturel de la Rance, cher Thierry, nous avançons. Nous avançons et nous aurons donc bientôt en Bretagne, trois parcs naturels, trois grands sites prouvant bien que l'environnement est source de développement, que ces espaces sont des espaces de biodiversité, bien entendu, des espaces où les élus, où les territoires feront des efforts supplémentaires par rapport à l'ensemble de ces enjeux mais finalement, encore plus, des territoires qui seront des concentrés de Bretagne, où nous expérimentons ce que nous vivons dans l'ensemble de nos territoires, j'en suis persuadé, dans quelques années. C'est une belle bataille qui a longtemps clivé et qui aujourd'hui fait consensus. C'est grâce au travail de nombreux élus et merci à eux. Nous arrivons là à une étape décisive dans ce processus.

Enfin sur le régime indemnitaire des agents de notre collectivité, je veux remercier l'ensemble des partenaires sociaux pour la franchise qui était la leur, pour le travail de longue haleine qui nous a permis de signer un accord il y a quelques jours. Je veux remercier Claudia ROUAUX qui préside les instances paritaires et dire que le dialogue social a toujours été, bien entendu, important à mes yeux, que nous avons vécu des semaines compliquées. Vous vous en souvenez d'ailleurs à Brest, ne nous en cachons pas. Nous avons vécu des moments de débats, des moments de confrontation, nous avons même vécu des moments de grève, assez historique dans cette collectivité. Mais nous avons su toujours garder le contact, renouer le dialogue, mettre en avant les ambitions collectives que nous avons, pour faire en sorte que les femmes et les hommes qui travaillent dans les services de la Région, qui servent le service public, qui sont au service du service public, soient en capacité de mener leurs missions avec des conditions de travail qui doivent être en permanence revues et travaillées et avec des niveaux de salaires qui, quand ils sont au plus bas de la grille de la fonction publique catégorie C, fassent l'objet d'un effort supplémentaire.

C'est ce que nous avons fait et j'en suis plutôt fier. Nous avons trouvé cet accord à l'unanimité des organisations syndicales, j'en suis très fier aussi et je pense que là aussi, on est capable de montrer que le dialogue permet toujours de trouver un chemin. La rupture négociée n'est pas lisse, elle est faite de l'intelligence partagée. Je suis encore une fois heureux de ce dénouement, heureux du travail et des services et des représentants du personnel, c'est un moment important dans la vie de la collectivité.

Voilà, chers collègues, ce que je voulais vous dire, après ces semaines d'intense activité, nous sommes dans une période où, je l'ai dit hier dans un communiqué, nous vivons une société un peu fracturée, un peu fatiguée. C'est le mot que j'ai utilisé : fatigué. Je suis comme vous tous, j'imagine, inquiet de la situation et je me dis que nous devrions ensemble réfléchir, non pas à la situation immédiate, non pas à la situation même de ce quinquennat, mais à la société dans laquelle nous vivons. Je crois que la responsabilité des élus que nous sommes, c'est de prendre un peu de temps pour nous poser par rapport à cela.

Je suis d'une génération qui a été élevée dans le culte de la performance et dans le culte de la réussite permanente pour aller vers la compétitivité. Je pense que c'est un sujet qui doit nous faire réfléchir et après quelques années de vol dans ces collectivités, après quelques années professionnelles, je pense que nous devons nous poser quand même tous la question du pendant de tout cela, de la situation dans laquelle nous sommes qui fait que finalement on se retrouve dans une société qui met en avant une forme de culte de la performance, d'ambition permanente de plus consommer, d'ambition permanente de plus amasser, d'ambition permanente de plus développer sans se poser toutes les autres questions et finalement ça génère quoi ? De l'individualisme, de la fracture, ça génère des sentiments de division que nous vivons à tous les étages, que nous vivons au niveau européen, que nous vivons dans notre pays et j'ai même envie de dire que nous avons ressenti dans notre collectivité au niveau de nos agents dans les débats que nous avons eus, chère Claudia, ces dernières semaines. Et il faut combattre cela et renouer les fils d'une ambition collective, renouer les fils d'une société qui a envie

de préparer son avenir, et les élus d'aujourd'hui, les générations qui vont arriver ont nécessairement en tête d'autres schémas qui sont souvent des schémas qui sont regardés quelquefois avec un peu de dédain. Souvenez-vous des débats qu'on a pu avoir quelquefois sur les low tech ou les économies dites sociale et solidaire. Souvenons-nous des débats qu'on a eus au tout début des économies circulaires ou des sujets de l'environnement ou des sujets de l'eau, cher Thierry, et régulièrement on s'est dit que ces sujets devaient être traités en queue de peloton, comme finalement quelque chose de nécessaire mais pas central.

Et puis, regardons nos jeunes, regardons la jeunesse qui nous interpelle en disant qu'ils souhaitent du bonheur, ils souhaitent une vie qui s'appuie sur une forme de travail en collectif, en collaboration, une envie de construire des projets y compris locaux. Cela doit nous interpeller et cela doit être intégré dans nos logiciels de réflexion. J'y pense régulièrement et je pense que nous avons intérêt à le réaffirmer. La quête de sens de notre société ne peut s'appuyer à un moment donné que sur une envie bien entendu d'aller vers le bonheur. Le bonheur individuel, comme on est en train de le travailler dans notre société depuis l'après-guerre, mais finalement cela ne suffit pas, nous le voyons bien parce que cette quête du bonheur individuel finalement oublie l'autre, oublie le collectif et à terme génère une destruction même de ce gain potentiel. Et puis, finalement l'ambition de renouer les fils et de proposer un sens, une quête de sens à cette société, c'est quelque chose qui est indispensable, c'est, à mon sens, ce sur quoi nous devons travailler. Nous sommes dans le même bateau et nous devons travailler ensemble à une société plus juste, une société plus humaine, une société qui finalement est plus heureuse. C'est un combat que nous devons assumer tous.

Je le dis souvent avec le courage des politiques qui assument leurs convictions et leurs lignes mais aussi avec le soutien des petits courages dans les territoires. Le soutien des petits courages dans les territoires, c'est ce que nous devons regarder, c'est aussi pour cela qu'avec la Breizh COP, nous avons parlé de territorialisation de nos politiques et de présence sur le terrain plus forte, parce qu'il y a les grandes ambitions, il y a les grands projets et nous en avons parlé et nous en reparlerons dans le budget. Mais nous avons aussi bien entendu à regarder toutes les dynamiques qui existent au plus près des territoires et qui quelquefois avec finalement un peu d'encouragement et assez peu de moyens peuvent changer la vie de beaucoup de nos concitoyens.

Voilà rapidement ce que je voulais vous dire pour introduire la session. J'ai l'habitude de conclure mes discours par des citations, par des paroles d'hommes célèbres, par des paroles de poètes, d'écrivains ou d'artistes et donc j'ai envie de conclure en vous disant :

« Que la force soit avec nous ».

Merci à tous.